



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

**18 AOÛT 2022**

**Arrêté du**

**mettant en demeure la société SOCOPAL à SAINT-SAENS de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement**

Le Préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement, en particulier son article L. 171-8 ;

Vu la nomenclature des Installations Classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement,

Vu l'arrêté préfectoral cadre en date du 11 février 2019 autorisant la société SOCOPAL à exploiter des entrepôts frigorifiques dont la production de froid est réalisée par de l'ammoniac sur la commune de Saint-Saëns ;

Vu l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à autorisation sous la rubrique n° 4735 (ammoniac) ;

Vu le décret du Président de la République en date du 1<sup>er</sup> avril 2019 nommant M. Pierre-André DURAND préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 22-040 du 22 juillet 2022 portant délégation de signature à madame Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;

Vu la visite d'inspection du 7 juillet 2022, le rapport de l'inspection des installations classées faisant suite à cette inspection et les éléments transmis par l'exploitant à la demande de l'inspection du 7 juillet ;

**CONSIDÉRANT**

que le site SOCOPAL exploite des installations de réfrigération utilisant de l'ammoniac ;

que les prescriptions de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 relatif aux installations classées utilisant l'ammoniac et soumises à autorisation sont applicables à l'établissement SOCOPAL ;

que l'article 42 de l'arrêté du 16 juillet 1997 prévoit que l'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable, les détecteurs de gaz devant être mis en place dans les zones présentant les plus grands risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou de vapeurs toxiques ;

que l'exploitant ne dispose pas d'une étude justifiant de l'implantation de ses détecteurs d'ammoniac ;

que l'article 39 de l'arrêté du 16 juillet 1997 prévoit que des consignes écrites doivent préciser la conduite à tenir en cas d'indisponibilité ou de maintenance des équipements importants pour la sécurité de l'installation ;

qu'aucune mesure compensatoire permettant de garantir la fonction détection ammoniac en cas d'indisponibilité de ses détecteurs n'est identifiée par l'exploitant ;

que l'exploitant ne dispose pas de consignes écrites précisant la conduite à tenir en cas d'indisponibilité des détecteurs ;

que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société SOCOPAL de respecter les prescriptions des articles 39 et 42 de l'arrêté du 16 juillet 1997 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture de Seine-Maritime

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1er**

La société SOCOPAL, située ZAC du Pucheuil à Saint-Saëns (76460), est mise en demeure de respecter :

- dans un délai d'un mois, les dispositions de l'article 39 de l'arrêté du 16 juillet 1997 susvisé en réalisant des consignes écrites devant préciser la conduite à tenir en cas d'indisponibilité des détecteurs ;
- dans un délai de trois mois, les dispositions de l'article 42 de l'arrêté du 16 juillet 1997 susvisé en réalisant une étude justifiant l'implantation des détecteurs d'ammoniac ;

Les délais prévus au présent article entrent en application au lendemain de la notification du présent arrêté.

### **ARTICLE 2**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L.171-8-II du Code de l'environnement.

### **ARTICLE 3**

Conformément aux dispositions de l'article L.171-1 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée (articles L.221-8 du Code des relations entre le public et l'administration R421-1 du Code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R.414-6 du Code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

### **ARTICLE 4**

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

## **ARTICLE 5**

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet de Dieppe, le maire de la commune de Saint-Saëns, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Le présent arrêté est notifié à la société SOCOPAL.

Rouen, le

**1 8 AOUT 2022**

Pour le préfet de la Seine-Maritime,  
et par délégation  
la secrétaire générale



Béatrice STEFFAN